

Quand on choisit de détourner le regard

MA PARTITION FÉDÉRALE

Tout le monde sait. Et pourtant, on préfère ne pas intervenir. On préfère détourner le regard. Par peur. Par lâcheté. Par ce sentiment diffus d'impuissance. Pour apaiser sa conscience, on se raconte que ce n'est peut-être pas vrai, que si ça semble l'être, ce n'est sûrement pas grave – et que si ça l'est, ça ne peut être qu'une exception.

En Suisse, les femmes gagnent en moyenne 18% de moins que les hommes (selon le Bureau fédéral de l'égalité). Or, la moitié de cet écart ne peut pas s'expliquer par des facteurs objectifs tels que le niveau de formation, le secteur d'activité ou le volume de travail. On ne peut donc pas faire semblant: malgré son inscription dans la Constitution depuis 1981, grâce notamment à la regrettée Christiane Brunner, l'égalité salariale n'est toujours pas atteinte. Il a fallu attendre 2018, soit trente-sept ans, pour que le parlement accepte enfin d'observer le problème. Lors de la dernière révision de la loi sur l'égalité, il a en effet exigé des entreprises de plus de 100 salariés qu'elles analysent leurs pratiques. Mais aujourd'hui, ce sont les entreprises qui choisissent de fermer les yeux. Selon un rapport de l'Office fédéral de la justice, plus de la moitié d'entre elles ne s'acquittent pas de cette obligation légale. Par paresse? Par crainte de ce qu'elles risquent de découvrir? Jusqu'à quand continuerons-nous à ignorer ce problème collectivement... Voter une loi ne suffit pas: encore faut-il l'assortir des mesures nécessaires à son application.

En Suisse, les agressions sexuelles touchent à minima une femme sur cinq. Cela représente 800 000 vies brisées... Des filles, des épouses, des amies, des collègues qui au mieux afficheront un sourire de surface, mais qui auront à jamais peur de faire confiance, qui n'arriveront plus à dormir sereinement, qui se méfieront du moindre signe de



ESTELLE REVAZ
VIOLONCELLISTE,
CONSEILLÈRE NATIONALE (PS/GE)

**On va mettre deux ans
à pondre un rapport
pour voir s'il est
éventuellement
possible de faire ce que
nos voisins font depuis
un quart de siècle**

rapprochement physique. Huit cent mille personnes meurtries à vie. En Suisse, on refuse pourtant de le voir. Au sens propre du terme. Récemment, le Tribunal fédéral a en effet confirmé que notre législation tolérât que les témoins de viol détournent le regard. Vous avez bien compris... Dans notre pays, il est possible d'assister à un viol, de ne rien faire pour venir en aide à la victime et de rentrer chez soi comme si de rien n'était. Un texte parlementaire tente de faire évoluer la loi pour pénaliser une telle attitude. Mais une commission du Conseil des Etats vient de rejeter cette proposition. Fermer les yeux est sans doute plus facile, plus rassurant. Cette fuite collective n'efface, pourtant, en rien la réalité. Elle l'aggrave. En refusant d'affronter ce qui se passe sous notre nez, on maintient un système d'impunité et de silence qui permet aux violences sexuelles de continuer, voire d'être légitimées par l'inaction.

En Suisse, les cas de violence domestique ne cessent d'augmenter: +6,1% l'année dernière. Depuis le début de l'année, on en est déjà au moins au 12e féminicide. Au moins, car dans notre pays, on a si peur de regarder la réalité en face qu'on choisit de ne pas tenir de statistiques officielles. L'Espagne, elle, le fait depuis plus de vingt ans. Alors certes, le parlement vient de demander au Conseil fédéral d'évaluer la faisabilité du recensement des féminicides en Suisse. Vous avez bien lu... On va mettre deux ans à pondre un rapport pour voir s'il est éventuellement possible de faire ce que nos voisins font depuis un quart de siècle. Mais plus glaçant encore: le mot même de «féminicide» n'existe pas dans notre Code pénal. Comme si ne pas nommer suffisait à effacer l'horreur. Comme si détourner le regard pouvait faire disparaître les meurtres gratuits de ces femmes.

Un enfant, lorsqu'il a peur, se cache les yeux. Il pense ainsi se protéger du danger. Puis il grandit. Il apprend à regarder, à comprendre, à réagir; il sait que fermer les yeux ne le protégera pas de la réalité.

En tant que société, nous avons eu le temps de grandir. De reconnaître que les femmes ont des droits, les mêmes que les hommes en fait. Nous avons eu le temps de tâtonner, de progresser, pas à pas. Et des avancées significatives ont eu lieu, c'est indéniable. Mais elles restent trop lentes, trop timides. Individuellement, la majorité d'entre nous le sait. Collectivement, nous connaissons le chemin: une législation claire, une prévention efficace, des sanctions et des peines adaptées, un accompagnement digne des victimes, un suivi sérieux des auteurs de violence. Il ne manque qu'une chose: le courage de regarder la réalité en face et d'agir. Parce qu'ensemble, nous n'avons aucune raison de craindre la véritable égalité. ■